

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Arabie saoudite : Mensonges et confusion

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 28 OCTOBRE 2013

ENGLISH



Rien en va plus entre les ministres états-unien et saoudien des Affaires étrangères.

Arabie saoudite : Mensonges et confusion

Par Ghaleb Kandil

Des journalistes et des analystes liés à l'argent de l'Arabie saoudite et qui œuvrent, depuis des années à propager la propagande et à défendre les intérêts du royaume, avancent trois raisons pour expliquer la bouderie saoudienne. Deux de ces raisons semblent sincères, alors que la troisième, aussi ancienne que les relations américano-saoudiennes, vise à jeter de la poudre aux yeux.

En tête des raisons figurent les propos du secrétaire d'État à Londres. John Kerry a dit que la colère du royaume est due à la décision de Washington de ne plus attaquer la Syrie. Cela signifie

que l'Arabie saoudite prônait une guerre globale qui aurait conduit, selon les experts, à la destruction des principales infrastructures syriennes et provoqué la mort de dizaines de milliers de personnes, sans compter les milliers de blessés et les millions de réfugiés. Le but de ces frappes était de sortir de son impasse la guerre par procuration, lancée par l'Arabie saoudite contre la Syrie, par le biais des gangs takfiristes.

Les Saoudiens savaient que l'administration Obama avait mobilisé sa flotte et fixé le jour et l'heure de l'agression. Puis elle a été contrainte de reculer à la dernière minute après la détection des deux missiles balistiques au dessus de la Méditerranée par les radars russes. L'agression s'est heurtée à des équations insurmontables imposées par de solides volontés, essentiellement bâties sur la décision de la Syrie de se défendre quel que soit le prix, et sur courage exceptionnel affiché par l'axe de la Résistance, c'est-à-dire l'Iran et le Hezbollah, avec le fort soutien du partenaire russe. Ce dernier a couronné sa diplomatie dissuasive par l'initiative chimique, qui a assuré aux États-Unis une porte de sortie acceptable.

Dans ce contexte, l'attitude de l'Arabie saoudite est illogique. Car c'est « l'Amérique » qui arrête les décisions, émet les ordres et fixe les objectifs. Le royaume, lui, est un simple exécutant. Telle est la règle depuis toujours, et quand le roi Fayçal l'a transgressé, lors de la guerre de 1973, il a été liquidé.

La demande saoudienne de détruire la Syrie est honteuse, Le vieux royaume, qui possède beaucoup d'argent, n'a pas les moyens de modifier les équilibres régionaux et internationaux qui ont contraint le président Obama à reculer. Aussi, la bouderie de l'Arabie saoudite n'aura pas de conséquence pratique, sauf celle de continuer à soutenir les gangs terroristes en Syrie et à encourager ses agents, rassemblés dans des façades politiques, à retarder Genève 2. Ce jeu peut se poursuivre tant que les États-Unis continueront de fuir l'engagement de cesser le soutien au terrorisme en Syrie et jusqu'à ce que l'armée arabe syrienne parvienne à asséner des coups meurtriers aux gangs financés, armés et couvés par le prince Bandar Ben Sultan, et qui comptent dans leurs rangs des milliers de Saoudiens.

La colère saoudienne du rapprochement entre les États-Unis et

L'Iran est un geste désespéré, car la décision US d'entamer un dialogue avec la République islamique intervient après trois décennies de blocus, de sabotage, de sanctions, de pressions et de campagnes initiées par Riyad et Israël. Cette période a été marquée par de grandes guerres, directe et de renseignement, qui ne sont pas parvenues à briser la volonté de résistance de l'Iran, de son peuple et de son leadership. Au contraire, leur ténacité a contraint l'Occident à reconnaître l'Iran comme puissance régionale et comme acteur international.

Depuis la première guerre du Golfe, l'invasion du Liban par Israël, l'invasion de l'Irak, la guerre de Syrie, en passant par les agressions contre Gaza et la guerre de juillet 2006 au Liban, les projets occidentaux et israéliens ont lamentablement échoué. Les États-Unis ne peuvent que tirer les conséquences des revers qu'ils ont subis et le dialogue reste leur seul choix. L'Arabie saoudite non plus n'a pas d'autre choix, les crises de colère et les gesticulations hystériques ne changeront rien à cette réalité.

Enfin, la troisième raison invoquée par les plumes à la solde des Saoudiens, selon laquelle la colère du royaume est aussi due au fait que les États-Unis font primer les intérêts d'Israël sur tout le reste, est une blague qui fait sourire. Tout le monde sait que le royaume wahhabite a été le plus fidèle serviteur des intérêts US et israéliens. Tous savent et se souviennent que la première guerre du Golfe, qui visait à saigner et à affaiblir l'Iran, a été financée pendant huit ans par l'argent des pétrodollars, qui ont également été très généreux avec les guerres israéliennes contre la Résistance au Liban. Le fait de prendre pour cible le président Bachar al-Assad depuis 13 ans constitue aussi le plus grand service que l'Arabie puisse rendre à Israël.

Depuis la fondation du royaume saoudien, ce pays s'est dédié à servir les objectifs que lui fixent les puissances colonialistes et impérialistes, au détriment des intérêts des peuples de la région.

La tentative d'introduire la dimension israélienne dans sa bouderie ne leurrera personne, car pendant des décennies, l'Arabie n'a jamais rien entrepris pour stopper la colonisation de la terre de Palestine ou pour protéger la mosquée al-Aqsa, à Jérusalem. Mais elle est prête à précipiter toute la région dans les affres d'une guerre totale pour combattre l'Iran, même s'il faut, pour cela,

exacerber, comme jamais auparavant, la discorde entre les sunnites et les chiites.

Déclarations et prises de positions

Bachar al-Assad, président de la République arabe syrienne

« Nous sommes actuellement dans une phase de confrontation avec Al-Qaïda et ses ramifications, Dahech, le Front al-Nosra et consorts. La Syrie est en état de guerre permanente avec le terrorisme et n'a jamais été du côté des terroristes. Elle est la cible d'une agression en raison de ses choix en matière de politique étrangère. La Syrie avait proposé une alliance anti-terroriste dès les années 80 du siècle dernier, y compris aux États-Unis. Les Frères musulmans sont de plus en plus terroristes, il s'agit d'un groupe terroriste et opportuniste qui utilise la religion pour des objectifs politiques. Je ne possédait pas de preuve d'un soutien direct fourni par Washington à Al-Qaïda, mais l'Amérique assure une couverture politique au chaos et au terrorisme en Syrie. Certains pays européens, arabes et régionaux contribuent aussi à la venue d'Al-Qaïda en Syrie, parfois sciemment, d'autrefois sans le vouloir. Ceux qui croient que les États-Unis tiennent leurs promesses se font des illusions. N'ont-ils pas abandonné le chah d'Iran, Pervez Moucharraf et certains pays arabes ? Aucune date n'a été fixée et les conditions ne sont pas encore réunies si nous voulons que la conférence Genève 2 réussisse. Quelles sont les forces qui y prendront part ? Quel lien ont-elles avec le peuple syrien ? Ces forces représentent-elles le peuple syrien ou représentent-elles les États qui les ont inventées ? La solution au conflit doit être une solution syrienne. Lakhdar Brahimi ne doit pas dévier du cadre de sa mission. Il doit être neutre. Il a tenté de me convaincre de ne pas me présenter à la présidentielle en 2014. Je suis prêt à me présenter à cette élection. Je ne vois pas pourquoi je ne me présenterais pas. »

Béchara Raiï, patriarche de l'Église maronite

« La communauté internationale cherche à montrer, au monde entier, que chrétiens et musulmans sont incapables de vivre

ensemble et que toute coexistence interculturelle et interreligieuse est impossible, alors que ces derniers portent une culture commune âgée de 1400 ans. Cette politique a toutefois réussi à fomenter la guerre entre les musulmans modérés et extrémistes du Moyen-Orient. Nous tenons en haute estime la position de la Russie —Église et État— quant à la nécessité de mettre un terme à la guerre syrienne et de sauvegarder la présence chrétienne. Les chrétiens d'Orient ont besoin de paix et de stabilité. Les pays occidentaux doivent cesser d'attiser le conflit en Syrie par l'envoi d'armes. »

Nabih Berry, président du Parlement libanais

« Le problème, au Liban, est que chacun se considère au-dessus du plafond de la loi et que chaque malfaiteur se croit protégé par sa communauté ou son camp ; c'est alors que l'État cesse de le poursuivre. La politique du boycott porte atteinte non seulement au Parlement mais aussi au pays et aux intérêts des Libanais. Les protagonistes doivent renoncer à cette attitude et adopter celle de l'ouverture et du dialogue durant cette période délicate que traverse le pays. »

Naïm Kassem, secrétaire général adjoint du Hezbollah

« Le 14-Mars cherche à paralyser le pays en entier jusqu'à l'élection présidentielle. Ils ne font même pas cela parce que c'est dans leur intérêt et ou parce qu'ils sont arrivés à cette conclusion après mûre réflexion, mais plutôt parce qu'un État arabe du Golfe leur a ordonné de geler la formation du gouvernement au Liban en attendant les développements en Syrie. Cet État arabe du Golfe espère que dans les deux ou trois mois qui viennent, l'équation se retournera en Syrie à son avantage et il croit qu'il sera alors capable d'imposer un gouvernement qui lui convienne au Liban. Mais ils rêvent, il n'y aura rien ni dans deux mois, ni dans cinq, ni au-delà. »

Turki al-Fayçal, ancien chef des Services de renseignement saoudiens

« Le Liban est au bord de la guerre civile, le Hezbollah poursuivant la mise à exécution de son agenda privé sans considération pour la loi ou le système politique. Le Hezbollah est prêt à risquer les

fondements mêmes du système libanais pour empêcher l'effondrement du régime Assad et entraver les travaux du Tribunal spécial pour le Liban. L'Arabie saoudite croit dans la nécessité du règne de la loi au Liban et du soutien à tous les efforts visant à mettre un terme à l'ingérence du Hezbollah en Syrie et à amener devant le TSL tous les suspects dans l'affaire Hariri. »

Événements

- Un affrontement a eu lieu dans la Békaa, jeudi, entre une patrouille des renseignements de l'armée libanaise et des éléments armés qui transportaient 250 kilogrammes d'explosifs. Deux des malfaiteurs, dont l'un portait une ceinture explosive, ont été tués et deux autres, un Libanais et un Syrien, arrêtés. Par ailleurs, le site *Elnashra.com* a rapporté que l'Armée libanaise a arrêté, ce mercredi, quatre Syriens qui tentaient d'entrer illégalement à Eرسال avec leurs armes. Les soldats ont confisqué quatre fusils-mitrailleurs AK47 et des munitions.

- Le quotidien libanais *Al-Liwaa* rapporte que le nombre de naissances de Syriens au Liban pourrait atteindre, cette année, les 100 000. Rappelons que plus d'1,5 million de Syriens, des réfugiés en majorité, se trouvent au Liban. Leur nombre pourrait dépasser les 2 millions début 2014.

- L'Otan est préoccupée par la croissance d'éléments radicaux au sein de l'opposition syrienne et par leur possible retour en Europe, a déclaré mardi le secrétaire général de l'Alliance Anders Fogh Rasmussen. « *Cela concerne particulièrement des jeunes qui participent aux combats aux côtés de l'opposition et qui pourraient rentrer dans les pays européens. Certains d'eux adoptent des points de vue radicaux et cela nous préoccupe. Nous surveillons de près la situation* », a indiqué le responsable lors d'un entretien avec des journalistes russes à la veille d'une réunion des ministres de la Défense des pays membres de l'Alliance atlantique et de celle du Conseil Russie-Otan. M. Rasmussen a fait remarquer que ces derniers temps, des groupes extrémistes de plus en plus nombreux

rejoignaient l'opposition syrienne, *« ce fait mettant en valeur la nécessité d'un règlement politique en Syrie, car il n'y a pas de solution militaire de ce conflit »*.

• Le grand navire de débarquement Azov de la Flotte russe de la mer Noire a quitté le port espagnol de Ceuta pour mettre le cap sur la partie est de la Méditerranée et rejoindre le groupe naval russe, a annoncé jeudi à RIA Novosti le porte-parole de la Flotte, le capitaine de vaisseau Viatcheslav Troukhatchev. *« Pendant la navigation, les marins du Azov procéderont à des exercices visant à parer des attaques maritimes et aériennes et à sauver des navires en naufrage. Une fois le groupe naval russe en Méditerranée rejoint, le navire prendra part à des exercices similaires au sein du groupe »*, a indiqué le capitaine de vaisseau.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Moahmmad Ballout (25 octobre 2013)

Comment les Saoudiens entendent-ils compenser la perte des otages d'Aazaz ? La question se pose étant donné que les neuf ex-otages libanais en Syrie étaient le véritable objectif de l'attaque lancée par le groupe d'Abou Omar el-Koweïti à Aazaz afin d'empêcher leur libération. Il s'agissait pour ce groupe de récupérer ces otages pour les ajouter aux cartes que les renseignements saoudiens cherchent à détenir dans le nord de la Syrie afin de s'en servir contre le Hezbollah.

Une source syrienne qui a tenté une médiation dans l'affaire des otages libanais, il y a un an, explique que la politique menée par le chef du renseignement saoudien, le prince Bandar Ben Sultan, envisage désormais de compenser la perte de ces otages en leur substituant d'autres otages le plus vite possible. D'autant que l'expérience a montré qu'une telle carte constitue un facteur de pression non négligeable sur le public du Hezbollah, d'où la possibilité de l'exploiter pour limiter à l'avenir la participation du Hezbollah aux combats en Syrie.

Cette source, qui œuvre de près au dénouement des affaires

d'otages, toutes nationalités confondues, détenus précisément par l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) et par le Front al-Nosra en Syrie, affirme par ailleurs que les otages ont été confiés à ces deux groupes étant donné qu'ils rejettent pour l'instant toute médiation en vue de leur libération. Ils n'ont d'ailleurs libéré aucun des otages qu'ils détiennent.

Une autre source syrienne rapporte de son côté que l'EIL et al-Nosra maintiennent en détention, dans une prison à proximité du barrage d'el-Tabka dans l'Est de la Syrie, quatre otages français, deux otages espagnols et un otage allemand. Ce dernier est un médecin enlevé alors qu'il se trouvait dans un hôpital à Aazaz voici un mois. L'émir de l'EIL à Tabka, Abou Lokman, serait celui qui supervise cette prison, et Abou Yaacoub, l'un des émirs d'al-Nosra à Rakka lui a remis deux otages français en juin dernier. Selon cette source, un médiateur syrien proche de l'EIL, qui a rendu visite aux otages en prison voici une dizaine de jours, assure qu'ils sont toujours en vie.

Les renseignements saoudien et turc ont une influence sur ces groupes à travers d'importantes livraisons d'armes bénéficiant notamment à al-Nosra depuis plus d'un an. Quant à la politique de ces groupes, qui consiste à accumuler les otages, elle serait due, selon la source, à leur volonté de tenir en main des cartes de pression sur toutes les parties.

Un bon connaisseur de l'affaire des ex-otages libanais révèle que le Qatar est en train de revoir sa position vis-à-vis de la Syrie et de l'Iran, sans quoi il n'aurait pas été possible d'obtenir la remise en liberté des détenus libanais. L'accord américano-russe portant sur des négociations à Genève, a, semble-t-il, rendu impératif pour le Qatar de faire preuve de réalisme et de réagir positivement à la décision états-unienne. L'émir du Qatar, Tamim Ben Hamad, aurait donc capté le signal donné par la décision de Washington de modifier son approche à l'égard de la crise syrienne. C'est la nouvelle approche US vis-à-vis de l'Iran qui aiguillera désormais la gestion par l'émir des dossiers régionaux, qu'il s'agisse de la Palestine, de l'Égypte, de la Syrie ou du Liban. Il n'est donc pas exclu que des personnalités libanaises telles que le président Nabih Berry ou des représentants du Hezbollah soient prochainement invités à Doha.

Il semblerait que les Qataris aient évité tout choc frontal avec les États-Unis au sujet de la Syrie, contrairement aux Saoudiens, qui ont choisi de poursuivre leur guerre contre le régime syrien et l'Iran et de mettre des bâtons dans les roues de la conférence de Genève-2. Un opposant syrien cite d'ailleurs des responsables états-uniens comme ayant déclaré que les Saoudiens misaient toujours sur la solution militaire en Syrie. Selon ce responsable, les États-Unis ont rejeté une demande saoudienne de repousser d'un an la conférence de Genève en attendant que l'opposition armée reprenne la main dans sa confrontation avec l'armée régulière syrienne.

Un diplomate français en charge du dossier de l'opposition syrienne a minimisé l'importance du communiqué publié par la coalition de l'opposition syrienne après la réunion du groupe des « Amis de la Syrie » à Londres. Selon ce diplomate, ce groupe a fait paraître un communiqué virulent où il est question de durcir les conditions en vue de la participation à la conférence de Genève, uniquement pour rassurer la coalition quant au maintien de l'appui européen. Le communiqué publié à l'issue de la réunion restreinte du groupe des Amis de la Syrie a posé des conditions qui tiennent le président syrien Bachar al-Assad à l'écart de tout processus politique et lui imposent une sorte de suicide politique, ignorant ainsi la réalité du rapport des forces sur le terrain et les principes à la base de l'accord russo-américain. Le diplomate français estime que la tenue de la conférence de Genève ne fait plus aucun doute, mais que cette conférence sera vouée à l'échec en raison du déséquilibre du rapport des forces en faveur du régime. « Nous nous préparons à l'après-Genève », a-t-il confié. Il a en outre révélé que les Européens ont de nouveau invité les Saoudiens à cesser d'aider les salafistes et les jihadistes en Syrie et indiqué que les responsables saoudiens ont, encore une fois, promis de le faire.

As-Safir (25 octobre 2013)

Imad Marmal

Il est clair que la naissance d'un gouvernement d'entente nécessite un rapprochement ou une convergence d'intérêts entre l'Arabie saoudite et l'Iran, une éventualité que rien ne laisse présager pour le moment. Dans ces circonstances, le président de la République,

Michel Sleiman, et le Premier ministre désigné, Tammam Salam, sont confrontés à deux possibilités : attendre que les conditions régionales soient mures pour former un gouvernement accepté de toutes les parties ; ou aller vers un cabinet du fait accompli.

Il n'est un secret pour personne que la position du chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joumblatt, qui a épousé l'idée d'un gouvernement selon la formule 9-9-6 (neuf ministres pour le 8-Mars, neuf ministres pour le 14-Mars et six pour les centristes), a fait reculer les chances d'un cabinet du fait accompli, qui commençait à se frayer un chemin.

Selon des informations fiables, le président du Parlement, Nabih Berry, qui a reçu Walid Joumblatt en présence du député Talal Arslan, lui a demandé : « Voterez-vous en faveur d'un gouvernement selon la formule des 3x8 ». Le chef du PSP lui a répondu : « Non, je ne le ferais pas ». M. Berry a alors dit à ses deux invités : « S'ils forment un gouvernement sans entente et qui ne jouirait pas de votre soutien, cela sera le gouvernement de la destruction du Liban. Naturellement, il n'obtiendra pas la confiance au Parlement et malgré cela, il sera chargé d'expédier les affaires courantes. Le plus grave, c'est qu'il ne sera pas habilité à remplir le vide au cas où l'élection présidentielle n'est pas organisée, car il ne respectera pas les impératifs du pacte national et n'aura pas obtenu la confiance de la Chambre.

As-Safir (24 octobre 2013)

Le Directeur générale de la Sûreté générale, Abbas Ibrahim, s'est rendu hier à Damas, où il a été reçu, pendant presque une heure, par le président Bachar al-Assad avec qui il a discuté du dossier des deux évêques détenus par des rebelles syriens. Dans l'optique de faire bouger les choses, Abbas Ibrahim effectuera plusieurs visites à l'étranger, la première étape de sa tournée devant être probablement Doha. Plusieurs contacts ont en outre été entrepris entre Ibrahim et les adjoints de l'émissaire international Lakhdar Brahimi portant sur la question. Il semble que les contacts sont parvenus à un stade avancé, rendant ainsi nécessaire la rencontre entre Assad et Ibrahim. Le président syrien aurait réagi favorablement aux propositions du patron de la SG et aurait donné immédiatement des instructions aux services syriens concernés,

leur demandant d'apporter le soutien possible en vue du dénouement de ce dossier. Le général Ibrahim a, pour a part, affirmé que la rencontre a été axée sur le dossier des deux évêques enlevés, soulignant qu'elle a été positive et fructueuse. Interrogé sur les échos relatifs à une rencontre qu'il aurait eue à Damas avec le général Ali Mamlouk, il a affirmé qu'il refuse de se livrer avec quiconque à une polémique. S'agissant du dossier des détenues syriennes, il a tranché que ce dossier est clos « à ma façon et que rien n'est en suspens ».

As-Safir (24 octobre 2013)

Daoud Rammal

Une importante personnalité d'envergure nationale, en contact permanent avec le chef du Parti socialiste progressiste (PSP), et à qui Walid Joumblatt a l'habitude de se confier, raconte l'histoire suivante : « Un jour, Walid Joumblatt m'a dit la chose suivante : « Il y a plus d'un mois, je feuilletais un journal et je suis tombé sur une photo de l'ayatollah Ali Khamenei et Jeffrey Feltman ensemble. J'ai alors envoyé à l'ambassadeur Feltman un texto pour lui dire, en plaisantant, que lorsque j'ai vu cette photo, j'ai senti qu'une odeur de sainteté se dégageait de lui. M. Feltman m'a répondu : « Écoute Walid, après trente ans de conflit avec les Iraniens, il est apparu que le problème avec eux était dû à un malentendu ».

Et la personnalité de poursuivre son récit : « Joumblatt a réagi au commentaire de Feltman en me disant : « Imagines que les Américains, les Arabes et tous les autres veulent que nous nous heurtions au mur iranien et au Hezbollah, alors qu'ils nous disent que le conflit qui dure depuis des décennies avec eux n'est qu'un malentendu. Pour ma part, je ne suis pas prêt à être un bouc émissaire. »

La personnalité politique de premier plan a alors conseillé à M. Joumblatt de s'ouvrir en direction du président syrien Bachar al-Assad, avant de lui révéler que « l'administration française se prépare à prendre une démarche importante et surprenante en direction de la Syrie. » Cette démarche sera prise à la veille de l'élection présidentielle au Liban, après que les États-Unis eurent mandaté la France pour gérer le dossier libanais, plus particulièrement le dossier de la présidentielle. Car Washington est

occupé par les nombreuses crises qui secouent le Moyen-Orient, notamment en Tunisie, en Égypte et en Syrie. Paris estime que ce mandat est une occasion pour réactiver son rôle au Liban, chose qui ne peut se produire que s'il procède à une ouverture sur la Syrie.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Sarkis Naoum (25 octobre 2013)

Selon certaines informations, le Premier ministre désigné, Tammam Salam, projette de se récuser dans les deux semaines qui viennent, car il est parvenu à la conclusion qu'il lui sera impossible de former son gouvernement. Le président de la République, Michel Sleiman, organisera par la suite de nouvelles consultations parlementaires désigner un nouveau Premier ministre qui formera très probablement un gouvernement neutre.

An-Nahar (24 octobre 2013)

Sarkis Naoum

Dans la foulée des réunions que le député du Hezbollah, Ali Fayad, a eues dernièrement avec des responsables à Paris, il a été dit que l'administration française envisageait d'accueillir un dialogue interlibanais sur son sol, dans l'espoir de parvenir à une sorte d'entente entre le 8 et le 14-Mars, ce qui pourrait se refléter positivement sur la stabilité politique et sécuritaire précaire au Liban.

L'idée de ce dialogue s'est révélée être sérieuse, bien qu'aucune décision définitive n'ait été prise jusqu'à cette heure par les responsables français. Ces derniers n'ont pas encore commencé à tâter le pouls des responsables libanais, politiques ou officiels, à ce sujet. Cette impression a été alimentée par les propos, aussi laconiques fussent-ils, tenus par le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, il y a deux jours, en réponse à une question posée par un journaliste à ce sujet. Si une telle démarche est adoptée par la France, cela signifiera qu'elle n'a rien appris de la précédente expérience de dialogue qu'elle a eue avec les Libanais et que les Libanais ont eu entre eux. Sous le mandat de l'ancien président Nicolas Sarkozy, le ministre Bernard Kouchner a invité au dialogue des représentants du 8 et du 14-Mars ainsi que des personnalités indépendantes à La Celle-Saint-Cloud, où ils se

sont réunis, ont dialogué parfois vivement, mais dans le calme, eu égard aux règles de bienséance. Quelques jours plus tard ils étaient rentrés chez eux, non seulement sans avoir pu s'entendre sur des solutions concernant les problèmes entre eux, mais également sans s'être mis d'accord sur des fondements sérieux assurant le suivi du dialogue dans leur pays. Sachant que l'invitation à ce dialogue raté était compréhensible à l'époque, ou plutôt justifiée, la situation au Liban étant alors meilleure, malgré sa médiocrité, que celle qui prévaut actuellement.

La France pourra-t-elle convaincre les protagonistes libanais, dont la majorité écrasante fait partie intégrante de la guerre en Syrie, que le dialogue sera couronné de succès. Dispose-t-elle du poids, du pouvoir, et des capacités lui permettant de leur imposer des solutions ? La réponse est négative. Durant le mandat de Sarkozy, Kouchner, qui a œuvré sérieusement dans des missions humanitaires dans des pays connaissant des conditions difficiles et des guerres et où il a réalisé des succès, a cru pouvoir faire la même chose au Liban. Mais, en pratique, il ne connaissait pas le Liban. Peut-être, comme tous les Français, surestimait-il ses capacités et son potentiel. Aujourd'hui, sous le mandat de Hollande, rien n'a changé. L'ambition de la France dépasse toujours ses capacités. Ou peut-être son évaluation de la situation politique dans plusieurs régions du monde est-elle marquée par un brin de naïveté ou erronée, ce qui est humain.

Avant de lancer une initiative de dialogue pour le Liban, Hollande doit savoir qu'il ne s'agit pas ici du Mali, malgré la difficulté de la situation dans ce pays, qui est toujours debout, en dépit de la "victoire napoléonienne" qu'il y a réalisé. Hollande est également appelé à savoir que le dialogue qui a eu lieu à La Celle-Saint-Cloud a abordé d'une manière indirecte la formule actuelle sur laquelle est fondée le Liban, de sorte que s'en est inquiétée une partie non négligeable de sa population. Le dialogue qui aura lieu à l'invitation de son administration abordera-t-il lui aussi cette formule, d'autant qu'il semble être évident qu'elle est en passe d'arriver à échéance ? La région, où certains pays sont d'ores et déjà le théâtre de guerres et de crises, alors que d'autres sont sur le point d'en connaître, est-elle prête à des solutions définitives relatives aux entités, aux régimes et aux formules qui y sont de mise

actuellement ?.

Le chef de l'État français est enfin appelé à savoir que le président de la République libanaise n'acceptera pas un dialogue susceptible de renverser les décisions émanant des séances de dialogue précédentes, en tête desquelles figure la *Déclaration de Baabda*, même si cette dernière a eu lieu à l'initiative de la France.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche de la Résistance, 25 octobre 2013)

Le communiqué publié par les notables de Tripoli après à leur réunion au domicile de l'Imam de la Mosquée Al-Taqwa, cheikh Salem Rafii, appelle à dissoudre le Parti arabe démocrate (PAD) et à traduire en justice ses responsables. Il affirme que les auteurs du double attentat contre les deux mosquées de Tripoli étant originaires de Jabal Mohsen, le PAD est le seul responsable de ce qui s'y déroule. Abondant dans le même sens, les notables de Babel-Tebbané ont appelé l'armée à pénétrer à Jabal Mohsen afin d'arrêter les criminels, tel le responsable politique du Parti arabe démocrate, Rifaat Eid, ainsi que les autres cadres du parti, suite aux révélations du service de informations des FSI concernant les attentats contre les deux mosquées. Rifaat Eid a donné de son côté des instructions à ses partisans, les appelant à ne pas riposter aux tirs. Ce message n'a pas toutefois calmé les combattants adverses, qui insistent à ce que Jabal Mohsen paye le prix. Les confrontations ne sont pas limitées à l'utilisation de balles ou d'armes moyennes, mais que des obus de mortiers ont été employés par les belligérants.

Ces affrontements ont débuté lundi soir parallèlement à l'apparition télévisée de Bachar al-Assad sur la chaîne *Al-Mayadeen*. Le double attentat de Tripoli a eu lieu le 23 août sans provoquer un embrasement du front Jabal Mohsen-Babel-Tebbané. Le service des informations des FSI a arrêté le 11 octobre le suspect dans l'un des deux attentats sans provoquer une bataille. Pourquoi les combattants ont-ils attendu jusqu'avant-hier pour battre les tambours de la guerre ? La décision est-elle purement tripolitaine ? Où alors c'est l'irritation éprouvée par l'Arabie saoudite à l'égard de tout ce qui est dit sur les compromis dans la région qui a produit la conflagration de la situation à

Tripoli ? L'embrassement dans la capitale du Nord au lendemain de l'avertissement saoudien d'une guerre civile au Liban peut-il être uniquement le fruit du hasard ?

Al-Akhbar (24 octobre 2013)

Mayssam Rizk

Les conclusions d'une étude menée par le Pew Reserach Center, publiées par *Time*, montrent que le royaume d'Arabie saoudite est en train de perdre sa place au Moyen-Orient, y compris au Liban, pays où le royaume a perdu, depuis 2007, 31 % de ceux qui appuient sa politique au sein de l'opinion publique (qui passent de 82 % en 2007 à 51 % en 2013). L'image de l'Arabie saoudite a donc été sérieusement écornée, selon cette étude, qui l'explique par plusieurs raisons : Riyad commence à être sous le feu des critiques en raison de l'influence exercée par les Saoudiens dans plusieurs pays du Moyen-Orient, en tête desquels le Liban, la Turquie et la Tunisie. À cela devrait être ajouté le fait que le gouvernement saoudien ne respecte pas les libertés individuelles. S'agissant du Liban, l'étude a établi que 51 % des Libanais qualifiaient le rôle saoudien de positif contre 49 % qui exprimaient l'avis contraire. Les critiques à l'encontre du Royaume émanaient surtout des chrétiens et des chiites libanais.

Al-Joumhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Johnny Mnayyar (24 octobre 2013)

Le rapprochement entre Washington et Téhéran irrite l'Arabie saoudite, qui ne voit pas d'un bon œil un rétablissement des relations entre les deux capitales. L'accueil réservé au député du Hezbollah Ali Fayad en France ainsi que les rumeurs dans les coulisses diplomatiques annonçant une prise de contact imminente, quoiqu'indirecte, entre Washington et le Hezbollah, à travers une personnalité officielle libanaise, attisera sans doute la colère des responsables saoudiens.

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad, (25 octobre 2013)

Une source sécuritaire précise que le cas des otages libanais est totalement différent de celui des deux évêques détenus par des

rebelles syriens.

D'abord, les neuf pèlerins sont des Libanais, alors que les deux évêques sont de nationalité syrienne. Et même s'il est vrai qu'aujourd'hui, il est question en général de la communauté chrétienne d'Orient, et que la situation des chrétiens du Liban est désormais liée à celle des chrétiens en Syrie, en Égypte et ailleurs, le fait est que le Liban n'est pas directement impliqué dans l'enlèvement des deux évêques, même s'il se sent totalement concerné par leur sort, qui est devenu un symbole pour toute une communauté. Ensuite, la partie qui les a enlevés ne s'est pas encore fait connaître officiellement. Il y a des soupçons, des hypothèses et une connaissance de l'environnement qui a favorisé l'enlèvement, en déterminant par exemple la partie qui contrôle cette zone, mais jusqu'à présent, il n'y a eu aucune revendication officielle, comme ce fut le cas pour les ex-détenus de Aazaz, avec la Brigade de la tempête du Nord et le fameux Abou Ibrahim.

La source sécuritaire précitée relève ainsi le fait que les ravisseurs ont tué sur-le-champ le diacre qui accompagnait les deux évêques et conduisait leur voiture. Ce qui signifie qu'ils n'avaient pas l'intention de mener des négociations et qu'ils n'avaient pas de revendications précises pour faire plus tard un échange. Mais se rendant compte ensuite de l'identité de ceux qu'ils ont attaqués, ils ont préféré les maintenir en vie, sans pour autant se manifester ouvertement. Les enquêtes menées depuis ont permis de préciser la région dans laquelle les deux évêques sont probablement détenus, au nord de la Syrie dans les environs de Aazaz, ainsi que la tendance générale des ravisseurs qui seraient plus liés à des parties internationales qu'à des groupes régionaux.

En clair, il semblerait que le groupe qui a enlevé les évêques serait formé de combattants tchétchènes qui seraient plus intéressés par obtenir des concessions de la part de la Russie que du régime syrien ou de parties arabes et régionales. Dans ce contexte, les Églises d'Orient, le Vatican et même le régime syrien qui se pose en protecteur des minorités dans la région sont bien plus concernés par la libération des deux évêques que le Liban officiel. Malgré cela, le général Abbas Ibrahim, qui a réussi un beau coup avec la libération des neuf pèlerins libanais de Aazaz, a été officiellement chargé par les autorités libanaises de voir s'il peut faire avancer le

dossier des évêques comme il l'a fait pour les Libanais, en utilisant ses canaux et ses compétences, ainsi que sa discrétion.

Mais pour opérer une percée, il faudrait d'abord que les ravisseurs soient officiellement identifiés et qu'ils soient prêts à une négociation en réclamant une contrepartie. C'est actuellement sur ces deux points que se concentrent les efforts, le président syrien s'étant déclaré prêt à étudier d'éventuelles demandes. La source sécuritaire précitée ajoute, dans ce contexte, que le régime syrien n'était pas directement concerné par les détenus de Aazaz et a malgré tout accepté de libérer des prisonnières syriennes pour faciliter la remise en liberté des Libanais. Il serait donc à plus forte raison prêt à étudier des revendications pour obtenir la libération des deux évêques. Il faut signaler à cet égard que tout au long des négociations pour la libération des pèlerins de Aazaz, il n'y a eu aucun contact direct entre le régime syrien, d'une part, le Qatar et la Turquie, de l'autre. C'est le général Abbas Ibrahim qui effectuait la médiation entre tous ces protagonistes, qui transmettait les revendications et revenait avec les réponses. Il avait été d'ailleurs officiellement mandaté pour accomplir cette mission à la fois par le chef de l'État et par le ministre de l'Intérieur et il n'est jamais sorti de ce cadre, même lorsqu'en toute logique, il a rencontré le président syrien après le succès de l'opération d'échange.

Le général Ibrahim n'a donc jamais dépassé le cadre de la mission qui lui a été confiée, et aujourd'hui, s'il mène aussi des investigations pour tenter de faire avancer le dossier des deux évêques, il le fait dans le respect total des limites de sa mission.

Al-Anbaa (Quotidien koweïtien, 24 octobre 2013)

Des sources proches du Hezbollah indiquent que l'Arabie saoudite, qui n'a pas hésité à exprimer son mécontentement à l'égard de la communauté internationale pour son attitude dans la crise syrienne, en refusant son siège au Conseil de sécurité, ne prendra aucune mesure susceptible de faciliter les solutions au Liban. Par ailleurs, Barack Obama a clairement défini les priorités de son administration lorsqu'il a évoqué deux dangers qui guettent la région : le pétrole et la sécurité d'Israël. Le président états-unien craint que l'Iran ne bloque le détroit d'Ormuz, ce qui provoquera une flambée des prix du pétrole et l'effondrement des bourses

internationales ; et il a peur pour Israël des missiles du Hezbollah et de l'Iran. Par conséquent, sa stratégie consiste à tout faire pour éviter ces deux dangers.

Dans ce contexte, si le *statu quo* au Liban est lié à l'évolution des combats en Syrie, l'axe de la Résistance (qui comprend l'Iran, la Syrie et le Hezbollah) est confiant que le régime syrien ne tombera pas, même si le président Bachar al-Assad venait à être assassiné. Personne ne négociera son départ. Cela s'applique également au Hezbollah, qui ne disparaîtra pas au cas où son leader, le secrétaire général Hassan Nasrallah, était assassiné. Ce parti est devenu une institution comprenant cent mille hommes et cadres.

Les mêmes sources ajoutent que le Hezbollah est disposé à négocier aujourd'hui pour régler les problèmes au Liban. Mais si la solution politique réussit en Syrie, elle sera dans l'intérêt de l'axe de la Résistance et la guerre dans ce pays s'orientera vers les groupes takfiristes (L'État islamique en Irak et au Levant et le Front al-Nosra). À ce moment, ces mouvements n'auront plus comme arme que les voitures piégées, et la Résistance n'acceptera pas alors de réagir en donnant la joue gauche. Les sources précitées assurent que « l'ère des concessions est révolue ». Dans le dossier du gouvernement, le Hezbollah n'abandonnera pas deux choses : le tiers de blocage pour le 8-Mars et l'insertion de la formule armée-peuple-résistance dans la déclaration ministérielle. Le Hezbollah n'hésitera pas à dire aux autres protagonistes que si ces deux conditions ne sont pas remplies, il n'y aura pas de gouvernement même dans 100 ans.

Les sources ajoutent qu'en dépit de l'importance de la nouvelle position de Walid Joumblatt dans le dossier gouvernemental, qui est dans l'intérêt du 8-Mars, le Hezbollah exige le tiers de blocage sans le chef du PSP, afin qu'il ne soit pas tributaire de lui dans les décisions importantes.

Dorénavant, concluent les sources proches du Hezbollah, « rien ne passera sans l'accord de l'axe de la Résistance qui ne reculera plus d'un iota quand il s'agit de ses droits ».

Kommersant (Quotidien russe, 24 octobre 2013)

Les USA viennent de perdre un allié précieux dans le dossier syrien : le prince saoudien Bandar ben Sultan ne veut plus coopérer

avec eux, en signe de protestation contre leur politique au Moyen-Orient. En cause : le refus d'Obama d'attaquer la Syrie et le redémarrage des relations USA-Iran. La manœuvre n'est pas anodine : les Saoudiens ont même refusé leur place au Conseil de sécurité des Nations unies alors qu'ils venaient de l'obtenir. Ce conflit avec l'Arabie saoudite pourrait marquer une grande défaite géopolitique de la Maison-Blanche, écrit le jeudi 24 octobre le quotidien *Kommersant*.

Le prince Bandar ben Sultan a fait part de ses intentions au port de Djeddah face à un groupe de diplomates européens. « Un tournant décisif nous attend : les Saoudiens ne veulent plus être dépendants des USA », a déclaré le prince Bandar, qui fut ambassadeur à Washington pendant 22 ans. Il était, jusque là, l'un des politiques saoudiens les plus appréciés par l'Occident. D'après une source diplomatique, cette distanciation avec les USA s'accompagnerait d'une réorientation vers les alliés régionaux et la France, qui adopte une position plus ferme que Washington sur la question syrienne. Enfin, pour expliquer son refus inattendu de siéger au Conseil de sécurité des Nations unies, où l'Arabie saoudite a été admise pour la première fois la semaine dernière, le prince a déclaré : « Ce signal ne s'adresse pas à l'Onu mais aux USA ».

D'autres politiciens saoudiens influents ont aussi durci leur discours à l'égard des USA, confirmant que les propos du prince n'étaient pas une improvisation. « Toute cette pitrerie sur le contrôle international de l'arsenal chimique d'Assad n'aurait été qu'un épisode ridicule si elle n'avait pas été aussi une flagrante trahison », a déclaré le prince Turki al-Fayçal.

Ce conflit sans précédent entre les États-Unis et leur principal allié du Golfe est au centre de l'actualité de la semaine. Il a significativement influé sur l'issue de la conférence des « Amis de la Syrie » à Londres, en présence du secrétaire d'État John Kerry et du ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Saoud al-Fayçal. Dans ce contexte, l'opposition syrienne n'a toujours pas accepté de participer à la conférence de paix de Genève 2.

L'administration Obama préfère éviter d'exacerber la confrontation avec Riyad. « Nous comprenons que l'Arabie saoudite soit déçue que l'opération militaire en Syrie n'ait pas eu lieu mais nous comptons sur la poursuite de la coopération, a déclaré John Kerry.

Je suis persuadé que l'Arabie saoudite et les USA resteront amis et alliés ».

Ce ne sera pas simple : les directions prises par Washington et Riyad s'éloignent de plus en plus. L'influence des islamistes radicaux se renforce en Arabie saoudite et la dynastie dirigeante doit en tenir compte. Manœuvrant entre l'Occident et les fondamentalistes radicaux, le monarque saoudien est contraint de faire de plus en plus attention aux seconds. Comme en témoigne la position radicale sur la Syrie, partant de la nécessité d'y renverser le régime laïque.

Le conflit avec l'Arabie saoudite pourrait marquer une grave défaite géopolitique de la Maison-Blanche. Car ce pays abrite la plus grande base US du Golfe et joue un rôle clé dans la sécurité énergétique de l'Amérique en empêchant l'effondrement des cours pétroliers mondiaux. De plus, la majeure partie des actifs saoudiens —pour le montant astronomique de 690 milliards de dollars— est libellée en titres de valeurs US.

Jerusalem Post (Quotidien israélien, 24 octobre 2013)

Le ministre israélien de la Défense, Moshe Yaalon, a affirmé qu'une « guerre civile » avait éclaté au Liban entre le Hezbollah et des éléments du Jihad mondial qui ont tenté d'entraîner Israël dans le conflit. « Pour ceux qui ne le savent pas encore, la guerre civile a déjà éclaté au Liban. Le Jihad mondial, qui a infiltré le Liban et attaque le Hezbollah, fait exploser des voitures dans la banlieue sud et tire des roquettes sur la banlieue sud et la vallée de la Békaa », places fortes du parti chiite libanais, a déclaré M. Yaalon. Selon le responsable israélien, ces éléments du Jihad mondial sont derrière le tir en août de quatre roquettes sur le nord d'Israël dans le but de provoquer une riposte israélienne contre le Hezbollah. « Le Hezbollah a toutefois été prompt à rejeter toute responsabilité. Ceci est un autre exemple de notre pouvoir de dissuasion », a-t-il indiqué.

M. Yaalon a souligné que le pouvoir de dissuasion d'Israël empêchait aussi des attaques à partir de la bande de Gaza et que l'Iran constituait la plus grande menace pour Israël, en armant le Hezbollah, le Jihad islamique et le Hamas. « Nous parlons d'un régime avec des ambitions hégémoniques mondiales et ce régime

ne devrait pas posséder d'armes non conventionnelles », a souligné le ministre israélien de la Défense.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News (Liban)

Source : « Arabie saoudite : Mensonges et confusion », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 28 octobre 2013, www.voltairenet.org/article180723.html